

Métro et restaurants, il faudra encore attendre

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5274 - Vendredi 15 - Samedi 16 janvier 2021 - Prix : 10 DA

Caisse nationale des retraites Un déficit financier «stable» depuis 2019

Page 4



Ammar Belhimer :

«85 % des sites web ne disposent pas de certificat de clé publique»

Page 3

L'urgence, c'est de se garder des mutants

Par Mohamed Habili

Au départ, il n'y avait que le Royaume-Uni avec lequel les autres pays, proches et plus lointains, s'étaient empressés de couper toutes espèces de liaison, une fois que lui-même eut annoncé l'apparition sur son territoire d'un variant du Sars-Cov-2. En même temps d'ailleurs, ou quasiment, qu'il lançait la première campagne de vaccination dans le monde. Peu après, ce fut au tour de l'Afrique du Sud de faire état du même genre de mauvaise nouvelle. Mauvaise en ce sens que les deux variants sont plus contagieux que les précédents. Et non pas de précédent au singulier, puisqu'il est dans la nature d'un virus de muter sans arrêt. Jusqu'au jour d'ailleurs où il aura tellement changé qu'il sera devenu autre. Mais même alors, il n'aura pas changé en soi et pour soi, comme disent les philosophes, mais pour nous seulement, ses victimes, réelles et potentielles, son domaine de propagation et de multiplication, son champ de conquête. Puis est venue la troisième alerte, du Brésil celle-là, disant qu'un troisième variant a vu le jour, ou plus exactement s'est fait jour chez lui, l'initiative ici appartenant en effet et de bout en bout au virus. En moins d'un mois, donc, le virus a modifié sa clef d'entrée dans la cellule humaine, la fameuse protéine Spike, par trois fois, pour mieux crocheter sa serrure. D'ici à ce qu'il trouve le moyen d'y entrer comme dans un moulin, il n'y a peut-être pas loin. Il faut en tout cas le craindre.

Suite en page 3

Véhicules neufs

Les agréments d'importation octroyés dès demain



PH/D. R.

Le ministère de l'Industrie a annoncé, jeudi, que les premiers agréments provisoires seront octroyés dès demain aux concessionnaires de véhicules neufs dont les dossiers remplissent les conditions fixées dans le cahier des charges régissant cette activité, ce qui leur permettra d'entamer les procédures d'obtention des agréments définitifs et de débiter les opérations d'importation. Page 2

Berraki, ministre des Ressources en eau

«Le dessalement de l'eau de mer, seul moyen de lutte contre le stress hydrique»

Page 3

Tébessa

Cinq morts et trois blessés dans l'explosion d'une bombe artisanale

Page 16

Véhicules neufs

Les agréments d'importation octroyés dès demain

■ Le ministère de l'Industrie a annoncé, jeudi, que les premiers agréments provisoires seront octroyés dès demain aux concessionnaires de véhicules neufs dont les dossiers remplissent les conditions fixées dans le cahier des charges régissant cette activité, ce qui leur permettra d'entamer les procédures d'obtention des agréments définitifs et de débiter les opérations d'importation.

Par Meriem Benchaouia

La Commission technique interministérielle mise sur pied aux fins d'examen des demandes des opérateurs économiques désirant exercer l'activité de concessionnaires de véhicules neufs a procédé à l'étude de dix dossiers présentés par les opérateurs, dont neuf relatifs à l'importation de véhicules touristiques et un seul dossier relatif à l'importation de motocycles.

Les opérateurs, dont les dossiers remplissent les conditions fixées dans le cahier des charges, obtiendront leurs agréments provisoires dès demain, ce qui leur permettra d'entamer les procédures d'obtention des agréments définitifs et débiter l'importation, conformément au décret exécutif n° 20-227 fixant les conditions et les modalités de l'exercice de l'activité de concessionnaires de véhicules neufs, explique-t-on dans le communiqué.

Pour sa part, la Commission technique chargée de l'étude et du suivi des dossiers relatifs à l'exercice de l'activité de construction de véhicules a tranché le cas d'un seul dossier portant sur la construction de véhicules touristiques et utilitaires, sur un total de 18 dossiers déposés au niveau du ministère. L'opération d'étude des dossiers des opérateurs économiques pour les deux activités de concessionnaires de véhicules neufs et de construction de véhicules se poursuivra jusqu'à l'étude de tous les dossiers déposés, les deux commissions ayant augmenté leur rythme de travail en tenant des réunions urgentes tout au long de la semaine. Soulignant, par ailleurs, que «les listes relayées comme étant les listes des opérateurs écono-



Ph/D. R.

miques ayant obtenu les agréments sont dénuées de fondement», le ministère rappelle que la diffusion de ces fausses informations expose leurs auteurs aux peines prévues par la loi. Dans ce sens, le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Brahim, avait indiqué, il y a quelques jours, que les conditions fixées dans le nouveau cahier des charges sur l'industrie automobile, notamment un taux d'intégration minimum de départ de 30 %, ne seront pas revues à la baisse, précisant que ces dispositions ne constituent pas des conditions «insurmontables». «Dans un passé récent, les véhicules vendus par des assembleurs locaux

étaient plus chers qu'avant l'application des incitations fiscales. De plus, l'Etat n'a pas bénéficié de cette politique de soutien», avait souligné le ministre. Il a expliqué, dans ce sillage, que les industriels du secteur automobile déjà établis en Algérie qui ne peuvent pas respecter les taux d'intégration fixés dans le cahier des charges peuvent poursuivre leurs activités à condition de s'acquitter des taxes douanières. S'agissant des marques concernées par les premières autorisations d'importation, il a fait savoir qu'il y a des «marques intéressantes», et de tous les modèles, dont celles destinées aux petites bourses et

qui ont donné leur accord aux concessionnaires algériens. Pour lui, la finalité n'est pas d'encourager l'importation mais de bâtir une vraie industrie automobile en Algérie, tout en réaffir-

mant le maintien de taux d'intégration fixés pour l'industrie automobile, établi à un minimum de 30 % lors de la première phase d'activité.

M. B.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 5 décès et 254 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 5 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de plus qu'hier (3), portant à 2 827 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une légère baisse, avec 254 cas, soit 13 cas de moins par rapport au bilan d'hier (267), pour atteindre, au total, 103 381 cas confirmés.

R. N.

Les mesures anti-Covid reconduites pour 15 jours

Métro et restaurants, il faudra encore attendre

Le confinement à domicile de 20 heures à 5 heures a été prolongé pour 15 jours, dans 29 wilayas du pays, dans le cadre du dispositif de lutte contre le coronavirus. Aucun allègement n'a été décidé, bien que très attendu, pour certains créneaux et activités. C'est notamment le cas des usagers du métro qui caressent, depuis plusieurs jours, l'espoir de voir ce moyen de locomotion moderne rouvert, ou des commerçants sérieusement fauchés par les retombées de la crise sanitaire.

Dans le communiqué du gouvernement, il a été décidé de la continuité des services aériens de transport public de passagers sur le réseau domestique concernant la totalité des dessertes de et vers les wilayas du sud du pays et 50 % des vols desservant celles du nord du pays, avec la mise en œuvre et le strict respect des protocoles sanitaires. La continuité des services de transport routiers de personnes par train, par autocar et par taxi, avec la limitation du nombre de voyageurs

à 50 % des capacités pour les bus et autocars, 5 personnes pour les véhicules à 9 places et 4 personnes pour les véhicules à 7 places et ce, dans le strict respect des mesures convenues. Il était aussi question de prorogation de la mesure de fermeture des marchés de vente des véhicules d'occasion sur l'ensemble du territoire national. La fermeture, dans les wilayas concernées par le confinement, des salles omnisports et les salles de sport, les lieux de plaisance, de détente, les espaces récréatifs et de loisirs et les plages. Mais surtout la prorogation de la mesure de limitation des activités des cafés, restaurants et fast-foods à la vente à emporter uniquement. La mesure de limitation du temps d'activité de certains commerces qui devront cesser toute activité à partir de 19 heures a été aussi reconduite. Sur un autre registre, le gouvernement a décidé de prolonger la mesure d'interdiction, à travers le territoire national, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial,

notamment la célébration de mariages et de circoncision et autres événements tels que les regroupements au niveau des cimetières.

Si ces mesures renseignent sur l'approche prudentielle de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement, des citoyens sont nombreux à exprimer leur incompréhension quant à l'utilité du maintien de l'interdiction pour certaines activités et non pas pour d'autres. A commencer par le métro d'Alger, dont la réouverture conditionnelle a été annoncée lors des précédentes mesures et dont la fermeture est vécue comme un drame par des milliers d'usagers. Cela d'autant que rien ne justifie son maintien immobilisé alors que le tramway et le train sont désormais de service. Pis encore, compte tenu des dépassements quotidiens constatés dans les bus et les taxis, rouvrir le métro est plus que bénéfique dans la mesure où il allégera la pression sur ces moyens de transport et est de loin plus facile à contrôler quant à

l'application du protocole sanitaire anti Covid-19. Faut-il aussi évoquer la grande déception des restaurateurs qui assistent impuissants à la chute de leur chiffre d'affaires de semaine en semaine. Pour autant, dans biens d'autres institutions et espaces publics, tels que les bureaux de poste et les marchés des fruits et légumes, le non-respect de la mesure de distanciation physique est flagrant. «Qu'ils nous laissent travailler et qu'ils appliquent la loi à la moindre violation ou non-respect des règles d'hygiène et de distanciation», dira le propriétaire d'un restaurant à Alger, se plaignant de ne pouvoir renouveler son bail de location suite aux grandes pertes subies depuis le début de l'épidémie. Alors que l'on observe un semblant de fermeté sur tel ou tel versant, c'est le laxisme absolu dans d'autres. Ce qui laisse pantois, ce sont ces fêtes de mariage célébrées au vu et au su de tous et dont les cortèges traversent les centres-villes dans l'impunité totale.

Aomar Fekrahe

Ammar Belhimer :

«85 % des sites web ne disposent pas de certificat de clé publique»

■ Assurant que le certificat SSL constitue une des protections les plus indispensables à déployer sur un site web, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement a déploré le fait qu'«en dépit des assurances réitérées par son ministère, 85 % des sites web audités ne disposent pas de ce certificat de clé publique».

Par Thinhinene Khouchi

S'exprimant sur la première année du mandat du Président Abdelmadjid Tebboune dans un entretien accordé au journal électronique «Sirmanews», le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a d'abord déclaré que «sous la conduite du Président, l'Algérie est résolue, en dépit d'une conjoncture défavorable, à relever les défis pour faire avancer les affaires du pays». «Ce qui a été réalisé en quelques mois durant la présidence de M. Tebboune n'a pas été réalisé par d'autres durant des années», a-t-il souligné. Belhimer a mis en avant la mise en œuvre progressive de la politique du président de la République au titre de ses 54 engagements. L'amendement constitutionnel et la révision des lois sur les partis politiques et les élections «sont d'autres exemples de la détermination et de la bonne foi de l'Etat à honorer ses engagements et à servir les Algériens, partout où ils se trouvent». Dans le même contexte, le ministre de la Communication a fait remarquer que «les efforts dévoués de l'Etat sont favorablement accueillis par les citoyens», citant comme exemple les résultats d'un sondage mené par l'Université de Princeton (USA) entre l'été 2020 et le début de l'année en cours qui révèle que «66 % des Algériens se sont déclarés satisfaits et confiants en la performance gouvernementale, sans se soucier du discours pessimiste et

défaitiste relayé, via les réseaux sociaux, par des voix se disant de l'opposition». En outre, évoquant les derniers développements dans le secteur de la Communication et de l'information, Belhimer a précisé, en réponse aux «critiques» de certains éditeurs et propriétaires de sites d'information électroniques concernant l'obligation de domiciliation physique et logique dans le domaine «Dz», que «la domiciliation en Algérie était une question de souveraineté qui garantit la protection contre des intrusions étrangères, comme les attaques marocaines qui ont ciblé récemment des sites domiciliés à l'étranger». La sécurisation des plateformes web et sites électroniques «est un enjeu fondamental selon un audit des sites web institutionnels réalisé par l'Observatoire du groupement algérien des acteurs du numérique», a soutenu Belhimer, rappelant que le certificat SSL constitue une des protections les plus indispensables à déployer sur un site web. Dans ce sens, le ministre a déploré le fait que 85 % des sites web audités ne disposent pas de ce certificat, aussi appelé certificat de clé publique, et ce, en dépit des assurances réitérées par le ministère.

«L'Algérie ne ménagera aucun effort à aider les pays frères dans le besoin»

Répondant à une question sur l'éventualité pour l'Algérie de partager avec la Tunisie des quantités de vaccin anti-Covid 19, Belhimer a affirmé que



PHOTO: R.

«L'Algérie est à un stade très avancé de négociation avec la Chine, en vue d'obtenir des lots de vaccin contre le virus», avant de rappeler que le 1^{er} lot du vaccin russe «Sputnik» sera réceptionné avant fin janvier courant. Et d'ajouter : «Si une quantité est en surplus par rapport au besoin national en vaccins, l'Algérie, comme à son accoutumée, ne ménagera aucun effort à aider les pays frères dans le besoin et à accéder à leur demande sur ce point». Interrogé sur la position de l'Algérie en soutien aux causes justes, le porte-parole du gouvernement a affirmé que «le soutien de l'Algérie à ces causes, à leur tête la cause palestinienne, est un principe constant et une conviction bien ancrée qui n'a jamais fait l'objet de marchandages et de surenchères». «Les positions du président de la République se veulent une réaffirmation de cette orientation qui est désormais la propre de

l'Algérie», a-t-il dit. Par ailleurs, Belhimer a abordé la violation par les forces d'occupation marocaines de la trêve dans la région d'El-Guerguerat et les conséquences qui en ont découlé, à savoir une reprise du conflit armé avec le Front Polisario. «Ceci est regrettable et grave, d'autant qu'il a fait l'objet de condamnations de la part des Nations unies et de grandes instances internationales et régionales, organisations des droits de l'Homme et humanitaires et de la société civile de par le monde». «Ce conflit constitue une menace directe pour la sécurité et la stabilité de la région, et appelle, par conséquent, à l'impératif respect de la légalité internationale et d'organiser le référendum d'autodétermination décidé par le Conseil de sécurité. Une position constante et immuable de l'Algérie», a conclu le porte-parole du gouvernement.

T. K.

Berraki, ministre des Ressources en eau «Le dessalement de l'eau de mer, seul moyen de lutte contre le stress hydrique»

Pour lutter contre le stress hydrique, l'eau de mer semble s'imposer comme une solution immédiate et stratégique pour le pays. «L'unique solution pour garantir l'alimentation en eau potable à long terme, est de s'orienter vers le dessalement de l'eau de mer», estime le ministre des Ressources en eau.

La pénurie en eau semble devenir une perspective inquiétante pour l'Algérie et les besoins en eau potable de la population ne cessent de grandir. Pour assouvir les besoins croissants en ce liquide précieux, le dessalement se présente comme une solution efficace face au sérieux problème de pénuries d'eau, d'autant plus que 90 % des citoyens vivent près et le long de la bande littorale et des activités économiques se trouvent le long des 1 200 mm de côtes. Les changements climatiques auxquels fait face la planète depuis quelque temps a fait du recours à l'eau de mer une urgence. Cette solution se révèle à long terme comme étant le choix le plus

stratégique au développement durable du pays. «L'unique solution pour garantir l'alimentation en eau potable à long terme est de s'orienter vers l'exploitation des eaux non conventionnelles, dont le dessalement de l'eau de mer», estime le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite de travail dans la wilaya de Blida. Il précise que le «règlement du problème de déficit en eau, en période de sécheresse notamment, passe par le recours à cette solution, ceci d'autant plus que 90 % des citoyens vivent près et le long de la bande littorale».

Dans ce contexte, l'Algérie a déployé des efforts importants pour améliorer ses ressources hydriques et la disponibilité de l'eau, autant pour l'industrie et l'agriculture que pour l'alimentation en eau potable. En plus des quatre projets actuellement en chantier et 11 autres opérationnels, le premier responsable de ce secteur fera cas, à cet effet, du lancement d'un avis d'appel

d'offres pour la réalisation de trois stations de dessalement de l'eau de mer.

Ainsi, la réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer permettra non seulement de satisfaire les besoins de la population mais aussi de libérer d'importantes quantités d'eau des barrages pour les besoins de l'irrigation. Barraki fera remarquer que son département ministériel prévoit une production de deux milliards de m³ d'eau de mer dessalée à l'horizon 2030. C'est tout un défi qu'il faut relever pour assurer l'autosuffisance en ressources hydriques et mettre l'Algérie à l'abri des aléas climatiques.

Dans le cadre de l'orientation prise pour l'exploitation des eaux non conventionnelles, Arezki Berraki assure que ses services comptent exploiter les eaux épurées dans l'irrigation agricole, en vue d'atténuer la pression sur les forages destinés à assurer la couverture des besoins des populations en eau potable».

Louisa Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

L'urgence, c'est de se garder des mutants

Suite de la page une

L'apparition de ces trois mutations change la donne pour l'Algérie, qui fait partie du nombre, pas si grand, de pays où l'épidémie est jusqu'à présent restée relativement clément. Notre priorité ne devrait plus être la vaccination, aussi nécessaire qu'elle soit, mais de barrer l'entrée sur notre territoire à ces trois mutants. Et à ceux qui viendront. Ce qui ne peut guère se faire qu'en maintenant la fermeture des frontières. La donne, en réalité, change pour tout le monde. Même le Royaume-Uni, vis-à-vis duquel tout le monde observe depuis la fin de l'année dernière une sorte de distance hygiénique, vient de couper ses liaisons non pas seulement avec l'Afrique du Sud et le Brésil, mais avec quatorze pays d'Amérique latine, en plus du Portugal, pour ses relations trop étroites avec le Brésil. Ce qui donne à penser que si au lieu d'être le pays de naissance d'une des trois mutations, il avait été un de ses voisins où celle-ci était impatiente de passer, le Royaume-Uni ne se serait pas contenté de reconfiner sa population, et de refermer ses écoles, il aurait coupé tous les ponts avec le continent, et par là avec le monde. Il se serait enfoncé à double tour à l'intérieur de ses frontières, et il serait resté dans cet état aussi longtemps que le lui auraient permis ses provisions. En Algérie, le nombre des nouvelles contaminations oscille depuis plusieurs jours entre 200 et 300 toutes les 24 heures. Il repasserait sous la barre des 200 si cette situation devait se poursuivre. Le pays semble pouvoir réduire considérablement la vitesse de propagation du virus, et donc celui des décès, qui ces derniers jours ont été inférieurs à cinq, rien qu'en s'en tenant aux mêmes restrictions mises en œuvre depuis des mois maintenant. La reprise des transports publics entre wilayas ne s'est pas traduite par un rebond des contaminations, comme cela était à craindre. Ce serait une bonne chose évidemment si la campagne de vaccination commençait maintenant, mais dans tous les cas ce n'est pas sur elle qu'il faut compter pour continuer d'enrayer l'expansion du virus qui a cours dans le pays. Si celui-ci ne variait pas pour devenir plus contagieux, et que ceux qui avaient muté ailleurs ne traversaient pas les frontières, la vaccination n'aurait chez nous qu'un rôle d'appoint, alors que c'est d'elle qu'on attend le salut ailleurs.

M. H.

Caisse nationale des retraites

Un déficit financier «stable» depuis 2019

■ Le directeur général de la Caisse nationale des retraites (CNR), Slimane Melouka, a fait savoir, jeudi, que le déficit financier de la Caisse s'élevait à 700 milliards DA, relevant que ce déficit était «stable» depuis 2019.

Par Lina Gh.

S'exprimant sur les ondes de la radio Chaîne 1, M. Melouka a expliqué que «le déficit financier de la CNR s'élevait à 700 milliards DA», soulignant que ce déficit, qui connaissait «une augmentation significative» durant la période 2014-2018, est «stable» depuis 2019 grâce aux mesures prises par la tutelle. Le même responsable a attribué le déficit financier de la CNR à «l'augmentation» du nombre de retraités par rapport au nombre d'assurés sociaux», ajoutant que «l'équi-

libre financier de la Caisse a besoin de 5 adhérents pour un retraité, contrairement à la situation actuelle où 2,1 adhérents cotisent pour un seul retraité». Relevant que les recettes de la Caisse étaient «limitées» et proviennent en grande partie de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas), le DG de la CNR a mis l'accent sur l'importance de trouver d'autres alternatives pour diversifier les sources de financement de la CNR. Selon M. Melouka, de nombreux pays font face au problème de déficit financier de la Caisse des retraites.

Par ailleurs, le même responsable a indiqué que le calendrier de versement des pensions de 3 300 000 retraités a été revu en coordination avec les secteurs concernés. Il s'étend désormais du 15 au 26 de chaque mois, pour permettre, a-t-il dit, à cette catégorie, de retirer les pensions «dans les meilleures conditions», notamment en cette conjoncture sanitaire marquée par la propagation de la pandémie de nouveau coronavirus.

Et de rappeler, par la même occasion, certaines mesures prises pour faciliter l'accès des



Le directeur général de la CNR, Slimane Melouka

citoyens aux prestations fournies par la CNR, à l'instar des procédures de modernisation et le

numéro vert de la Caisse (11 30), mis à leur disposition, soulignant que ces mesures ont facilité la

prise en charge à distance des citoyens pendant cette période sanitaire exceptionnelle. L. Gh.

Protestation Les boulangers soulèvent des préoccupations professionnelles

Les boulangers de Naâma ont observé jeudi une journée de protestation pour revendiquer l'amélioration de leur situation et répondre à leurs préoccupations, a-t-on appris du secrétaire de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa).

Les boulangers de la wilaya ont ainsi suspendu leur activité pour une seule journée, afin de répondre à l'appel à la grève de la section des boulangers de Naâma affiliés sous l'égide du bureau de wilaya de l'Ugcaa, qui a été largement suivie en assurant le service minimum, a souligné Bendada Othmane.

Dans leurs revendications, les protestataires appellent le ministère du Commerce à intervenir pour prendre les mesures nécessaires, attirant l'attention sur une baisse sensible de la marge bénéficiaire des boulangers de la wilaya.

«Cette catégorie de commerçants est confrontée à une somme de difficultés dont la hausse des prix des ingrédients entrant dans la préparation du pain dont la levure, l'améliorant et les coûts de l'énergie», a-t-on souligné, réclamant une révision de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour tous les produits dont nécessitent les boulangers.

L'intervenant a mis l'accent sur la formation et la mise à niveau dans les spécialités de fabrication du pain au niveau de la wilaya pour améliorer la performance de la main-d'œuvre spécialisée en production de ce produit de consommation.

Une rencontre de concertation a réuni jeudi les représentants des boulangers avec le secrétaire général de la wilaya, Souma Benamar, pour examiner ces préoccupations. Ce dernier s'est engagé à les soumettre au ministère de tutelle, selon les services de la wilaya.

Mahi L.

Rencontre Activer le Conseil national du tourisme pour booster le tourisme saharien

Des opérateurs touristiques de la wilaya de Tamanrasset ont plaidé, jeudi à Tamanrasset, pour la relance du Conseil national du tourisme dans le but d'impulser le tourisme saharien.

Intervenant lors d'une séance de travail avec une délégation de la Commission de la culture, du tourisme et de la communication à l'APN, en présence de représentants des ministères du Tourisme et des Affaires étrangères, les intervenants ont estimé que la redynamisation de certaines activités du Conseil national du tourisme aura un impact positif sur la relance du tourisme saharien.

Ils ont, à ce titre, suggéré d'accorder des offres compétitives et incitatives dans le transport aérien pour faciliter les voyages vers le Sud du pays.

Le secrétaire général de l'Association des agences touristiques de la wilaya de Tamanrasset, Abdelkrim Bakaddour, a indiqué que la relance des activités touristiques dans la région demeure une question «presante» pour surmonter la période de marasme vécue durant de longues années par le secteur. Il a également appelé à la réouverture

de certains circuits touristiques, à l'instar de celui très prisé de l'Assekrem.

La reprise de ce circuit permettra aux opérateurs touristiques de commercialiser leurs produits à la satisfaction des touristes, a souligné l'intervenant avant d'appeler à assouplir et faciliter les procédures de même de permettre aux opérateurs de Tamanrasset de bénéficier de l'indemnité de compensation du fait du Covid-19.

L'opérateur Benmalek Bey de Tamanrasset a, pour sa part, mis en avant l'impérative adhésion des représentations diplomatiques aux démarches de promotion du tourisme saharien.

Le président de la Commission de la culture, du tourisme et de la communication à l'APN, Lakhdar Nadri, a, en réponse aux préoccupations soulevées par les opérateurs, fait part des actions de cette instance législative pour contribuer à la promotion du tourisme dans le Sud du pays.

Pour sa part, le représentant du ministère des Affaires étrangères, Abderrahmane Gougam, a indiqué que les services de son département jouent un rôle important, à tra-

vers les représentations diplomatiques, dans la promotion de la destination touristique algérienne, notamment le Sud.

Son collègue du ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Samir Phillipon, a fait savoir, de son côté, que les services du ministère assurent l'accompagnement des investisseurs dans le secteur, notamment dans la réalisation des structures d'accueil, avant de mettre l'accent sur l'activation des conventions relatives à la mise en place de prix compétitifs pour les touristes se rendant dans les régions du Sud.

Une série de préoccupations ont été soulevées par les associations culturelles lors de cette rencontre, axées sur la relance des activités culturelles en tant que segments contribuant au développement de l'économie nationale.

La délégation parlementaire a honoré les familles de parlementaires de la wilaya de Tamanrasset décédés, et inspecté le siège de l'Association «Imzad», la Maison de l'artisanat traditionnel ainsi que des structures d'accueil touristique dans la région.

Djamel L.

Ecole supérieure navale de Tamenfoust Le général Mlizi Rahal installé dans ses fonctions de Commandant

Le général-major Benmeddah Mahfoud, Commandant des Forces navales par intérim, a supervisé jeudi, au nom du général de corps d'Armée, chef d'état-major de l'ANP, Saïd Chanegriha, la cérémonie d'installation du général Mlizi Rahal

dans ses fonctions de Commandant de l'Ecole supérieure navale à Tamenfoust (Alger), en remplacement du général-major Adnane Echraf, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense.

«Conformément au décret présidentiel daté du 31

décembre 2020, et au nom de Monsieur le général de corps d'Armée, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général-major Benmeddah Mahfoud, Commandant des Forces navales par intérim, a supervisé, aujourd'hui jeudi 14 janvier 2021, la cérémonie d'ins-

tallation du général Mlizi Rahal Commandant de l'Ecole supérieure navale à Tamenfoust/1 RM, en remplacement du général-major Adnane Echraf», a précisé le communiqué du MDN.

L. M.

Commerce extérieur en 2020

Baisse de 18 % de la valeur des importations algériennes

■ Les importations de l'Algérie ont enregistré, en 2020, une baisse de 18 %, soit 34,4 milliards de dollars, et les exportations de 33 %, soit 23,8 milliards de dollars, a indiqué, jeudi, le directeur général du Commerce extérieur au ministère du Commerce, Khaled Bouchelaghem.

Par Sara B.

« Selon les indicateurs prévisionnels préliminaires de 2020, la valeur des importations a reculé de 18 % (34,4 milliards de dollars) par rapport à l'année 2019 (42 milliards de dollars), tandis que les exportations ont baissé à 23,8 milliards de dollars contre 35,8 milliards de dollars en 2019, du fait de la chute des prix du pétrole sur les marchés mondiaux, en raison de la récession de la demande induite par les mesures de bouclage économique », a précisé M. Bouchelaghem dans un entretien accordé à l'APS. Le déficit de la balance commerciale a atteint durant l'année considérée 10,6 milliards, a-t-il ajouté. « 2020 a été une année particulière en termes d'exportations et d'importations, du fait de la crise sanitaire que connaît le pays depuis mars dernier, et qui a amené le gouvernement à prendre plusieurs mesures visant à préserver les stocks des produits de base, à travers l'établissement d'une liste

de 30 produits interdits à l'exportation pour une durée de 6 mois renouvelable », a-t-il expliqué. Les trois derniers mois ont enregistré une reprise progressive des activités commerciales, a fait observer M. Bouchelaghem, affirmant que le total des échanges commerciaux (importations/exportations) s'est élevé en 2020 à 58 milliards de dollars. Certaines filières économiques, industrielle et agricole, à l'instar du plastique, l'emballage, le ciment, le papier, les produits alimentaires et les dattes, ont pu maintenir leurs activités d'exportation en 2020. Par ailleurs, l'année 2020 a été marquée par une réévaluation globale de l'Accord d'association avec l'Union européenne, l'Accord de la Zone arabe de libre-échange (ZALE) et l'Accord préférentiel avec la Tunisie. La Chine est le premier partenaire de l'Algérie, avec 17 % des importations, suivie par la France (10 %), l'Italie (7 %), l'Allemagne (6,5 %), l'Espagne (6,2 %), a indiqué M. Bouchelaghem, soulignant que les pays de l'UE réunis viennent en tête des pays exportateurs vers l'Algérie.



PH.D.R.

Argentine 36,1 % d'inflation en 2020

L'inflation en Argentine a été de 36,1 % en 2020, avec une accélération de la hausse des prix au cours des derniers mois de l'année, a annoncé, jeudi, l'Institut national des statistiques (Indec). En décembre, l'inflation a atteint 4 %, taux mensuel le plus élevé de l'année, avec notamment une hausse de 4,4 % des denrées alimentaires et boissons. L'Argentine, frappée par trois années de récession économique et une forte dépréciation de sa monnaie, le peso argentin, connaît depuis quelques années des taux d'inflation parmi les plus élevés au monde. En 2019, le pays sud-américain avait connu une inflation de 53,8 %, un record depuis 1991. Le pays de 45 millions d'habitants connaît également un taux élevé de pauvreté (40,9 % de la population). Le ministre argentin de l'Economie, Martin Guzman, a assuré que l'inflation devrait encore baisser d'ici 2021. « Nous avons proposé un plan macroéconomique complet dans lequel nous cherchons à poursuivre la réduction de l'inflation, d'environ cinq points de pourcentage par an », a-t-il déclaré. L'Argentine a le deuxième taux d'inflation le plus élevé d'Amérique latine, après le Venezuela (+4 000 % sur un an). En 2020, le pays a restructuré quelque 66 milliards de dollars de dette sous législation étrangère et 41,7 milliards de dollars sous législation locale.

R. E.

Nouvelle dynamique pour encadrer l'importation et enrichir la stratégie nationale d'exportation (SNE)

S'agissant des démarches visant à rationaliser les importations et à renforcer les exportations nationales, le représentant du ministère du Commerce a cité la mise en application de l'instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à réduire les importations de 10 milliards de dollars, à travers plusieurs dispositions inhérentes à l'importation de marchandises agricoles en saison de récolte, la suspension de l'importation des viandes congelées et l'amélioration de la liste des produits soumis à la taxe supplémentaire provisoire préventive. Dans le même cadre, le ministère du Commerce a élaboré un projet de décret exécutif fixant les conditions et modalités d'exercice des activités d'importation de matières premières,

produits et marchandises destinés à la revente en l'état, après la réalisation, en 2019, de 14 milliards DA de recettes, a-t-il poursuivi. A cet effet, un cahier des charges spécial et de textes juridiques ont été mis au point de concert avec les ministères et instances concernés dans le but de lutter contre le phénomène de surfacturation. En 2020, un fichier national numérique des produits fabriqués en Algérie et un autre dédié aux importateurs et exportateurs ont été élaborés pour limiter l'exportation des produits subventionnés et des produits extraits de matières premières subventionnées, a rappelé le même responsable. Ce fichier donne aux décideurs de la lisibilité sur ce qui est produit et sur les capacités de production locales, et permet de déterminer les produits éligibles à l'importation, de même que les sociétés productives et les exportateurs. Ces banques de données sont extrêmement importantes, en ce sens qu'elles permettent aux autorités locales d'avoir une vision précise pour prendre des décisions judicieuses instantanément, selon le directeur général du Commerce extérieur, et ce, au vu de la dépendance de l'économie nationale des recettes pétrolières. Par ailleurs, le secteur se focalise actuellement sur l'achè-

vement du projet de SNE, élaboré avec les opérateurs économiques, les experts et le Centre du commerce international (CCI). Concernant les opérations d'indemnisation des dépenses liées au transport pour les exportateurs locaux via le Fonds spécial pour la promotion des exportations (FSPE), M. Bouchelaghem a fait état de l'indemnisation de plus de 8 600 factures, soulignant la prise en charge, actuellement, des factures du 2^e trimestre de 2020 en vue de leur règlement en temps réel.

Promotion des échanges commerciaux avec les régions arabe et africaine

Le secteur du Commerce vise, selon M. Bouchelaghem, à atteindre l'objectif de 5 milliards USD d'exportations hors hydrocarbures en fin 2021, et ce, dans le cadre de la stratégie élaborée pour la promotion des exportations parallèlement à la rationalisation des importations en les faisant reculer progressivement. Dans le cadre de la Grande zone arabe de libre échange (GZALE), M. Bouchelaghem a fait savoir que l'Algérie traite essentiellement avec 3 pays, à savoir la Tunisie, l'Egypte et le Maroc, qui

représentent 80 % des échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays arabes et africains, ajoutant que les échanges commerciaux avec les pays africains ne dépassent pas les 3 milliards USD (1,5 Mds USD d'exportations et 1,5 Mds USD d'importations). Pour booster les échanges commerciaux et promouvoir les exportations, le secteur du Commerce a organisé, en novembre et décembre derniers, 13 réunions avec les opérateurs économiques dans plusieurs filières, entre autres les dattes, le ciment, les produits de beauté, les chaussures, le tissu, les affaires scolaires et autres. Et en vue de la facilitation les opérations d'exportation durant la pandémie Covid-19, un mécanisme a été mis en place au niveau des postes frontaliers avec les pays du voisinage, à l'instar de la Mauritanie, le Mali et le Niger, tout en veillant au respect du protocole sanitaire, a-t-il poursuivi. Durant la même année (2020), des textes juridiques ont été élaborés pour la création de zones de libre-échange au niveau des régions du Sud, en vue de promouvoir le commerce avec les pays africains en prévision de l'entrée en service de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

S. B.

Pétrole Le Brent à 56,15 dollars à Londres

Les prix du pétrole évoluaient proches de l'équilibre jeudi, au lendemain de nouveaux records en dix mois et demi et de la publication par l'EIA de données sur les stocks de brut aux Etats-Unis en demi-teinte. Jeudi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars s'appréciait de 0,16 % à Londres par rapport à la clôture de la veille, à 56,15 dollars. Le baril américain de WTI pour le mois de février gagnait de son côté 0,17 % à 53,00 dollars.

Les cours du brut « sont en phase de consolidation après leurs récents gains, qui les ont fait grimper à leur plus haut niveau depuis que l'épidémie de coronavirus a détruit la demande », a constaté Carlo Alberto De Casa, analyste.

La veille, les cours des deux contrats de référence sont respectivement montés à 57,42 dollars et 53,93 dollars le baril, une première depuis les prémices de la pandémie de Covid-19 à la fin du mois de février

dernier, avant de reculer en milieu de séance.

Ils restaient jeudi près de 10 % supérieurs à leur niveau du début d'année 2021. Les investisseurs digéraient, par ailleurs, les données sur les réserves de pétrole brut aux Etats-Unis, qui ont baissé de 3,2 millions de barils la semaine passée, selon un rapport de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) diffusé mercredi.

A. O.

Palais des Raïs Bastion 23

Le patrimoine culturel du mont Chenoua à l'honneur

■ Les activités s'inscrivant dans le cadre de la célébration du nouvel an amazigh (Yennayer) se poursuivent dans les quatre coins du pays. C'est dans le cadre de ces festivités que le Palais des Raïs, Bastion 23, abrite depuis jeudi l'héritage culturel du mont Chenoua de Tipasa. C'est à travers un programme riche d'activités artistiques témoignant de l'authenticité du patrimoine de cette région que les visiteurs ont pu découvrir un héritage ancestral très varié.

Par Abia Selles

Placée sous le thème «Daynan», la manifestation, organisée par le Centre national des arts et de la culture, en collaboration avec l'association «Ifran chenwi», a débuté autour d'une table ronde consacrée aux traditions et coutumes du mont Chenoua, dans une ambiance conviviale en harmonie avec l'élégance du décor.

Intervenant à cette occasion,

Edition
**L'Américain
Medium s'offre
l'éditeur numérique
français Glose**

LA PLATE-FORME d'articles en ligne Medium a annoncé le rachat de l'application française spécialisée dans la distribution de livres numériques Glose et l'ouverture à Paris de son premier bureau hors des Etats-Unis. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé dans le communiqué commun des deux entreprises, mais atteindrait selon une source proche du dossier «plusieurs dizaines de millions d'euros».

Créée en 2012 par Ev Williams, également cofondateur du réseau social Twitter, Medium permet à tout un chacun d'écrire un article et d'obtenir, via un design épuré et des algorithmes de recommandation, une visibilité difficile à construire sur un blog traditionnel.

La plate-forme, très populaire dans le milieu de la tech, est sans publicité mais propose un abonnement premium.

L'application Glose de son côté a été lancée en 2014 et permet à plus d'un million de lecteurs dans le monde, en majorité aux Etats-Unis, d'accéder à un catalogue de 1,4 million d'ouvrages numériques vendus à l'unité. «Sur Glose, les lecteurs peuvent participer à des groupes de lecture, partager leurs annotations sur les livres qu'ils lisent, suivre leur activité de lecture quotidienne et hebdomadaire et se fixer des objectifs de lecture», indique l'entreprise.

L'application fournit les livres électroniques à plus de 25 universités, dont Stanford et Columbia, et d'institutions comme le Centre national d'enseignement à distance (Cned).

«Nous sommes impressionnés par les produits et la technologie de Glose, mais aussi par leur partenariat avec des auteurs et des éditeurs», a déclaré Ev Williams, CEO de Medium, cité dans le communiqué.

C. O.



Ph/D. R.

Abdellah Ben Daoud, un des férus de l'histoire de cette région, a donné un aperçu sur la musique Daynan, un genre musical qui traite de femmes et d'amour. Réunissant la poésie aux chants et danses sur plusieurs rythmes, ce genre musical est chanté dans les régions berbérophones du mont Dahra et dans celles de la wilaya de Tipasa (Chenoua particulièrement). Le Daynan est chanté dans les fêtes populaires et particulièrement lors des mariages, a-t-il précisé. De même que pour le raï, ce genre musical a connu des tentatives visant à adoucir et

épurer ses textes jugés vulgaires, afin de le préserver de la disparition mais n'a pas encore ses vedettes nationales susceptibles de lui donner un second souffle et de le faire connaître au grand public, à l'exception de certains intéressés, à l'instar du groupe «Ichenwiyen» vers la fin des années 70, a poursuivi M. Ben Daoud.

Et d'affirmer que la région a également connu un autre genre musical chanté particulièrement par les femmes, dit «Aghenj», très similaire au «Achouwik» kabyle.

Chenoua a également été

présent lors de cet événement par ses traditions culinaires, un thème abordé par Abdelkader Serhane, intéressé par le patrimoine et le mouvement associatif de cette région.

Les festivités de Yennayer durent, selon l'intervenant, trois jours. Lors du premier, un plat est préparé à base de plantes, dont certaines aromatiques, que les femmes cueillent avant ce rendez-vous.

Le dîner du deuxième jour, dit «erich», est composé principalement de poulet, tandis que les berkoukes, préparé sans l'aide du joint de couscoussier comme

signal de bon augure, est servi comme dernier repas de Yennayer.

Le programme célébrant le jour du nouvel an amazigh a connu une exposition intitulée «Dar chenoui», de vaisselle chenouie, en sus des tissus, habits traditionnels et bibelots célèbres de cette région.

Pour agrémenter l'ambiance, l'équipe «Iren Chenoua» a exécuté des chansons du genre Daynan devant un public qui s'est laissé séduire par les rythmes, frappant des mains pour accompagner les morceaux. A. S.

Expositions à Tissemsilt

La culture de la ville présentée aux visiteurs

Une kermesse a été organisée, mercredi, au siège de la section du Centre culturel islamique de Tissemsilt, au profit de 200 enfants orphelins des zones d'ombre, à l'occasion de la célébration du nouvel an amazigh «Yennayer».

Cette festivité, à l'initiative de l'établissement culturel, a donné lieu à une exposition d'œuvres d'enfants adhérents à cette section dans le domaine du dessin, mettant en exergue les traditions et coutumes des habi-

tants de la région pour célébrer Yennayer, et une autre de calligraphie arabe, en plus de travaux manuels et du conte.

Des cadeaux, des jouets et des sacs de Yennayer contenant des arachides, des confiseries et des fruits, ont été distribués à cette occasion, de même que des vêtements à ces enfants orphelins résidant dans les zones d'ombre des communes de Tissemsilt, Ammari, Khemisti et Sidi Abed.

Ces enfants ont eu droit également à la

projection d'une vidéo mettant en relief les traditions de la population de la wilaya lors de la célébration du nouvel an amazigh. Mettant à profit cette rencontre, le responsable de section au Centre culturel islamique «Houari-Ouardjani» a donné un aperçu sur les missions de cet établissement et les ateliers dispensés aux enfants en matière d'enseignement coranique et d'activités intellectuelles, religieuses et culturelles. F. H.

Cinéma

Apple va produire le film de Ridley Scott sur Napoléon

Le studio Apple va produire le film de Ridley Scott «Kitbag», consacré à Napoléon Bonaparte, avec le comédien américain oscarisé Joaquin Phoenix dans le rôle principal. Le long-métrage sera centré sur le début du parcours du futur empereur et sur son ascension vers le pouvoir, à travers le prisme de sa relation avec Joséphine, devenue son épouse en 1796, a indiqué Apple à l'AFP.

C'est le scénariste David Scarpa, déjà à l'œuvre sur le film «Tout l'argent du monde» (2017),

qui a écrit le script de «Kitbag» (sac de voyage en toile, dont la date de sortie n'a pas encore été annoncée).

Ce nouveau projet sera l'occasion pour Ridley Scott de renouer avec la période abordée dans son tout premier long-métrage, «Les Duellistes» (1977), qui lui avait valu, à Cannes, le prix de la première œuvre.

Le film se déroulait sous l'Empire et avait pour héros un hussard napoléonien (joué par Harvey Keitel). C'est cette fois le comédien Joaquin Phoenix, 46

ans, primé pour son rôle principal dans «Joker» aux derniers Oscars, qui sera en haut de l'affiche, dans le rôle du Corse le plus célèbre de France.

Apple avait déjà un partenariat avec le metteur en scène britannique de 83 ans et sa société de production Scott Free Productions portant sur des projets télévisés pour sa plateforme vidéo Apple TV+.

Après avoir lancé Apple TV+ en novembre 2019 avec un programme surtout constituée de séries, le groupe de

Cupertino (Californie) a depuis massivement investi dans le cinéma.

Il a notamment produit «Cherry», premier film d'Anthony et Joe Russo depuis «Avengers : Endgame», et dont la sortie est prévue le 12 mars. La plateforme s'est aussi engagée à produire le prochain film de Martin Scorsese, «Killers of the Flower Moon», dont le budget tournerait autour de 200 millions de dollars, selon plusieurs médias américains.

R. I.



Corée du Nord

Parade militaire avec défilé d'un missile balistique

■ La Corée du Nord a fait défiler un missile balistique pouvant être lancé d'un sous-marin lors d'une parade militaire, hier à Pyongyang, à quelques jours de l'investiture du Président américain Joe Biden.

Par Mourad M.

Le défilé ponctuait le congrès du Parti des travailleurs au pouvoir, au cours duquel le leader Kim Jong Un a décrit les États-Unis comme «le principal ennemi» de son pays.

Un Kim Jong Un souriant, portant manteau de cuir noir et chapeau de fourrure, a supervisé la parade jeudi soir, qui comprenait des troupes d'infanterie, de l'artillerie, des chars et un défilé aérien avec des avions formant le numéro «8» pour marquer le 8^e congrès du Parti.

«Les unités d'élite majestueuses et rangs d'airain invincibles de la République qui vont traverser fièrement la place Kim Il Sung représentent notre pouvoir absolu», avait lancé avant la parade le ministre de la Défense, Kim Jong Gwan, selon l'agence officielle nord-coréenne KCNA.

«L'arme la plus puissante du monde, les missiles balistiques lancés par un sous-marin, sont entrés sur la place l'un après l'autre, démontrant la puissance

des forces armées révolutionnaires», a ensuite rapporté KCNA.

Des photos montrent au moins quatre missiles dotés d'ogives noires et blanches défilant au milieu de la foule qui agite des drapeaux.

Ankit Panda, un expert du Carnegie Endowment, organisation non gouvernementale qui a son siège à Washington, a déclaré que ce modèle de missile n'avait jamais été montré par la Corée du Nord auparavant.

Park Won-gon, expert de la Handong Global University en Corée du Sud, les a décrites comme «l'arme nucléaire ultime du Nord».

De tels missiles en plus petit format ont déjà été présentés et des images de lancements d'essai ont été diffusées, mais on ne pouvait déterminer s'ils avaient été lancés depuis un sous-marin.

Un missile balistique lancé d'un sous-marin (SLBM) fonctionnel permettrait à Pyongyang un changement de stratégie, avec la possibilité de lancer une attaque surprise à proximité des

États-Unis ou d'effectuer une frappe même sans forces terrestres.

Lors du congrès, M. Kim a déclaré que le Nord avait achevé les plans d'un sous-marin nucléaire, mais un tel navire ne sera probablement pas fonctionnel avant des années.

La parade a aussi présenté des fusées ayant «une capacité de frappe puissante pour anéantir totalement les ennemis de manière préventive en dehors du territoire», a précisé l'agence KCNA.

Ce type d'expression sous-entend que les armes ont une portée qui s'étend au-delà de la péninsule coréenne et pourraient au moins atteindre le Japon.

Toutefois, la description de KCNA ne mentionne aucun missile balistique intercontinental (ICBM), suggérant que le défilé était de moindre ampleur que celui d'octobre dernier.

Un nouveau missile balistique intercontinental (ICBM) de très grande dimension avait alors été exposé, qui, selon des spécialistes, est le plus gros missile à carburant liquide pouvant être déplacé par la route connu dans le monde.

Les États-Unis comptent 28 500 soldats en Corée du Sud pour la défendre contre son voisin, et ont également une présence militaire significative au Japon.

Après avoir échangé insultes et menaces de guerre nucléaire, Kim Jong Un et le Président américain Donald Trump ont opéré un extraordinaire rapprochement, marqué par des rencontres aussi historiques que symboliques.

Mais aucun progrès n'a été réalisé sur l'épineux dossier des programmes nucléaire et balistique de Pyongyang. Et les négocia-



R. A. D. R.

ciations sont au point mort depuis l'échec retentissant du deuxième sommet entre les deux hommes, fin février 2019 à Hanói. Une des raisons de cette impasse a été l'absence de consensus sur les concessions que la Corée du Nord devrait faire en échange d'une levée des sanctions internationales pesant sur elle.

Le changement de présidence américaine représente un défi pour la Corée du Nord alors que Joe Biden, qui a qualifié Kim Jong Un de «voyou» lors des débats présidentiels, est associé à l'approche de «patience stratégique» de l'administration Obama.

Les États-Unis devraient revenir à une approche beaucoup plus classique vis-à-vis de Pyongyang, en insistant notamment sur le fait qu'il faudra des progrès importants au niveau de groupes de travail avant même d'envisager une nouvelle rencontre entre hauts dirigeants.

Les analystes estiment que Pyongyang utilise le congrès du parti au pouvoir pour envoyer à la prochaine administration

democrate de Washington un message de force dans le but d'obtenir des concessions.

La Corée du Nord fait l'objet de plusieurs séries de sanctions internationales pour ses programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques interdits.

Dans le même temps, elle s'est imposée un isolement accru pour se prémunir de l'épidémie de Covid-19, ayant fermé ses frontières en janvier dernier pour se protéger du coronavirus qui a émergé pour la première fois en Chine voisine, ajoutant à la pression sur son économie moribonde.

Au cours du congrès qui vient de s'achever, M. Kim a été élu dimanche secrétaire général du Parti des travailleurs dont il était jusqu'à présent le président, un changement de dénomination symbolique qui vise à renforcer son pouvoir, selon des analystes.

Lors du congrès, M. Kim a fait le constat de l'échec de la politique économique menée dernièrement en Corée du Nord, déclarant que «presque tous les secteurs n'avaient pas atteint leurs objectifs».



Commentaire

Essais

Par Fouzia Mahmoudi

Quelques jours après avoir annoncé que l'Iran n'était pas intéressé par un retour des Américains dans l'Accord sur le nucléaire, après ce qui devait être une main tendue de Joe Biden, qui laissait entendre qu'il envisageait très sérieusement de renouer avec ce traité historique signé par Barack Obama, les autorités iraniennes assurent qu'elles refuseront d'importer des vaccins britanniques ou américains, tandis que Cuba peine à tester son vaccin en raison de la faible prévalence du virus sur son territoire. Téhéran a en effet choisi d'ouvrir la voie à l'acquisition d'un vaccin fabriqué par son allié cubain, qui va tester en Iran l'efficacité de Soberana 02, son candidat vaccin le plus avancé. Le directeur de l'Institut de vaccination Finlay (IFV) qui développe le vaccin, Vicente Vérez Bencomo, avait évoqué des négociations en cours pour développer la phase 3 des essais cliniques de Soberana 02 dans d'autres pays en raison de la faible prévalence du Covid-19 dans la population cubaine. L'IFV, géré par l'État, et l'Institut Pasteur d'Iran ont signé un accord à La Havane qui permettra «l'achèvement des preuves cliniques du candidat vaccin Soberana 02» et «de rapides progrès dans les deux pays dans l'immunisation contre le Covid-19», a annoncé l'IFV sur son compte Twitter. L'annonce de la signature de l'accord entre l'Iran et Cuba survient au lendemain d'un tweet du guide suprême iranien, Ali Khamenei, dans lequel il déclare «interdit d'importer des vaccins faits aux États-Unis ou au Royaume-Uni». «On ne peut absolument pas leur faire confiance. Il n'est pas impossible qu'ils veuillent contaminer d'autres nations», a écrit Ali Khamenei dont le message a ensuite été supprimé par Twitter, considérant qu'il violait ses règles. Soberana 02 est le projet de vaccin contre le SARS-CoV-2 le plus avancé sur lequel travaillent les scientifiques du Centre d'ingénierie génétique et de biotechnologie, l'autre étant Soberana 01. Fin décembre, le directeur de l'IFV, Vicente Vérez Bencomo, avait indiqué vouloir entamer en janvier la phase 3 des tests de ses candidats vaccins avec la participation de 150 000 volontaires à La Havane. Il avait en outre annoncé que Cuba serait en mesure de vacciner toute sa population avec son propre vaccin contre le Covid-19 au cours du premier semestre 2021. Bien qu'une résurgence du nombre de cas soit actuellement constatée en raison d'une ouverture des frontières, Cuba semble contrôler la pandémie et comptabilisait cette semaine 14 188 cas et 148 décès, un chiffre infiniment inférieur à celui de grand nombre de pays voisins. Reste à voir ainsi si le pari iranien sera payant, surtout que la République islamique a enregistré plus de 56 000 morts et plus de 1 300 000 cas. La crise sanitaire en Iran a d'ailleurs eu un fort effet aggravant sur la crise économique qui frappe le pays depuis 2018 et qui a donné l'occasion aux autorités de limiter fortement les déplacements et d'endiguer les foyers de contestation de se reconstituer.

F. M.

Indonésie

Le bilan d'un séisme monte à 34 morts

Plus de 34 personnes ont été tuées hier au cours d'un fort séisme sur l'île de Célèbes, en Indonésie, ont indiqué les autorités, alors que les secours fouillaient les débris de plusieurs bâtiments effondrés, dont un hôpital, dans l'espoir de trouver des survivants. Le tremblement de terre de magnitude 6,2, survenu dans la nuit, a fait plusieurs centaines de blessés et déclenché la panique chez les habitants de l'ouest de l'île de Célèbes qui ont déjà subi en 2018 un désastre majeur.

«Selon les dernières informations, il y a 26 morts, tous dans la ville de Mamuju», a indiqué Ali Rahman, chef de l'agence locale de gestion des catastrophes. «Ce chiffre pourrait monter (...) beaucoup de morts sont enterrés dans les débris».

Huit autres personnes sont mortes à Majene, une autre localité de la région de Mamuju, a

indiqué un autre responsable local de l'agence. A Mamuju, la ville la plus affectée de la région, les sauveteurs recherchaient plus d'une dizaine de patients et personnels médicaux portés disparus sous les débris d'un hôpital. «L'hôpital est détruit. Il s'est effondré. Il y a des patients et du personnel de l'hôpital prisonniers des débris et nous sommes en train de les évacuer», a dit à l'AFP Arianto, un responsable des secours de Mamuju. Il a estimé le nombre de personnes prisonnières entre 10 et 20, sans pouvoir confirmer si elles étaient en vie.

L'étendue des dégâts dans la capitale provinciale de quelque 110 000 habitants n'était pas connue dans l'immédiat.

Le tremblement de terre de magnitude 6,2, selon l'Institut américain de géophysique, s'est produit hier à 02h18 heure locale (jeudi 18h18 GMT). L'épicentre du séisme a été localisé à 36 km

au sud de Mamuju, à une profondeur relativement peu profonde de 18 km, a précisé l'Institut américain de géophysique (USGS).

Des images de la région montrent des habitants en train de fuir en moto et voiture en passant à côté de toits en tôle effondrés et d'immeubles endommagés. «Les routes sont éclatées, et plusieurs bâtiments se sont effondrés», a indiqué Hendra, un témoin de 28 ans habitant à Mamuju. «La secousse était très forte (...) j'ai été réveillé et j'ai fui avec ma femme».

L'agence de météorologie et géophysique a mis en garde contre la possibilité de nouvelles secousses et demande aux habitants d'éviter le bord de mer à cause du risque de tsunamis.

«Les répliques pourraient être aussi fortes ou plus fortes que ce matin», a indiqué Dwikorita Karnawati, la responsable de l'agence.

Maroc

Un diplomate marocain revient sur les années de torture dans les geôles du Makhzen

■ L'ancien conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Yémen, Jamal Benomar, a livré un témoignage de son expérience amère de la détention dans les geôles marocaines dans les années 1970 en raison de son militantisme pour le changement démocratique au Maroc, disant ne pas regretter son engagement malgré le lourd tribut qu'il a payé.

Par Amel N.

«Quelle ignominie que de jeunes manifestants pacifiques soient emprisonnés alors que nos bourreaux sont en liberté. C'est injustifiable et il faut que ça cesse immédiatement, car persister sur cette voie c'est faire injure à tous ceux qui se sont sacrifiés pour la liberté et la dignité», a écrit M. Benomar sur sa page Facebook, 45 ans après avoir été emprisonné et torturé

au Maroc.

Jamal Benomar a été arrêté en 1976 avec le groupe «Ila Al Amam» (En avant) dont le militant politique Abraham Serfaty était l'un des piliers, au cours des «années de plomb» au Maroc. Il avait alors été accusé de complot contre le régime.

Jamal Benomar s'est remémoré, avec beaucoup d'amertume, son arrestation.

«Il y a 45 ans jour pour jour, j'ai été enlevé par la sécurité politique marocaine et emmené au poste de police de Rabat où j'ai été torturé toute la nuit», a-t-il précisé.

Durant toutes ces années, il n'est pas parvenu à effacer l'image de ce bourreau qu'il garde toujours en mémoire.

«Ce n'était autre que le dénommé Mohamed El Khalti qui avait torturé et supervisé la torture de dizaines d'activistes dans les années 70», a-t-il dit. Il subit, par la suite, une interminable torture après son transfert dans un centre de détention secret à Casablanca «Derb Moulay Cherif» où il a été détenu, des mois durant, menotté et les yeux bandés à longueur de journée.

Benomar a de nouveau subi une humiliation et une torture barbare du principal bourreau El Youssoufi Kaddour qu'il a dénoncé aux journalistes au milieu des années 90, étonné de le voir au siège de l'ONU à Genève parmi une délégation gouvernementale officielle qui venait présenter un rapport à la commission de l'ONU chargée de la torture.

Benomar est resté prisonnier des autorités marocaines, huit années durant, juste pour s'être opposé pacifiquement à un régime tyrannique et avoir aspiré à la justice et à la liberté.

Tous ses droits légitimes ont été déniés, de même qu'il n'a pas été autorisé à jeter un dernier regard sur son père avant sa mort ni à assister aux obsèques.

L'exil, une solution pour fuir la prison et l'humiliation



Il est libéré en 1983, suite aux pressions exercées sur le Maroc par des organisations des droits de l'Homme, dont Amnesty international.

L'ex-oppo sant quitte son pays clandestinement pour rejoindre Amnesty international à Londres avant de se rendre aux Etats-Unis où il est passé d'oppo sant qui a fui la tyrannie des autorités de son pays au cercle de la diplomatie internationale.

Le diplomate rappelle qu'il n'a pas tourné la page de ces années d'intimidation après sa libération, tel qu'il le croyait, le harcèlement et la persécution s'étant poursuivis.

«J'ai été incarcéré une seconde fois suite aux massacres perpétrés par l'armée dans certaines villes du nord du Maroc en janvier 1984 lorsque la population est sortie dans les rues pour protester», a-t-il précisé.

Ensuite, il a été contraint de

fuir le pays secrètement dans un bateau de pêche pour rester en exil pendant plus de 20 ans, et là il s'est rappelé d'un souvenir malheureux lié à la mort de sa mère, déplorant le fait de ne pas l'avoir vue au cours des cinq dernières années de sa vie car, a-t-il dit, sa santé ne lui permettait pas de lui rendre visite à New York.

M. Benomar a par ailleurs affirmé «ne pas regretter du tout son militantisme dont il a payé un lourd tribut», ajoutant : «Je suis fier d'avoir soutenu les militants engagés contre la tyrannie et d'avoir contribué de manière très modeste à notre lutte pour le changement démocratique».

Il a en outre regretté que beaucoup de ses camarades détenus d'opinion aient été tués avant de voir le véritable changement politique auquel ils aspiraient, mais nombre de nos tortionnaires sont toujours en vie, profitant de leur retraite et béné-

ficiant de la protection de l'Etat et d'une impunité honteuse, a-t-il dit.

«Je ressens un mélange de chagrin et de colère, car après 45 ans de la terrible nuit durant laquelle j'ai été arrêté, il y a encore des prisonniers d'opinion au Maroc», a-t-il ajouté. Dénonçant la peine de 20 ans de prison confirmée pour les manifestants pacifiques dans la région du Rif qui réclamaient l'amélioration des prestations gouvernementales en matière de santé et d'éducation, Djamel Benomar a indiqué qu'il «est dommagé que les jeunes manifestants pacifiques soient emprisonnés alors que nos tortionnaires restent en liberté. C'est injustifiable et il faut y mettre fin immédiatement, car sa poursuite est une insulte pour nous et pour tous ceux qui ont sacrifié leur vie pour la liberté et la dignité», a-t-il conclu. A. N.

Sahara occidental/Maroc Des militantes sahraouies parviennent à briser le blocus imposés à Sultana Khaya

DES MILITANTES sahraouies sont parvenues à briser le blocus imposé depuis plus de 50 jours par les autorités d'occupation marocaines sur le domicile de la militante Sultana Khaya, provoquant ainsi l'hystérie des forces marocaines qui menacent de durcir l'oppression contre les militants sahraouis.

Selon des médias sahraouis, les forces d'occupation marocaines poursuivent leur blocus sur les domiciles des militants sahraouis dans la ville occupée de Boujdour, notamment celui de la famille de la militante des droits de l'Homme, Sultana Khaya, encerclé par des éléments de l'oppression marocaine en vue d'interdire toute visite à la famille.

Les rapports médiatiques ont également indiqué qu'un groupe de militantes sahraouies «ont pu rendre visite à la famille, défiant la volonté des tortionnaires, afin de consacrer l'esprit de résistance et de solidarité parmi le peuple sahraoui».

Les Sahraouis dans les territoires occupés, notamment les militants des droits de l'homme et des journalistes qui cherchent à faire entendre la voix du peuple sahraoui et à dénoncer les violations dont il souffre, vivent une situation marquée par des violations quotidiennes des droits de l'homme et de l'oppression continue.

Ceci intervient au moment où les forces d'occupation marocaines imposent un blocus militaire et médiatique et interdisent l'accès des observateurs, des journalistes et des organisations étrangères à la région pour éviter la mise à nu de leurs graves violations des droits de l'Homme.

Tunisie Rassemblement de dizaines de personnes blessées lors du soulèvement de 2011

Quelques dizaines de Tunisiens, dont des victimes des troubles liés à «la révolution en 2011» ou leurs proches se sont rassemblés jeudi, en dépit du confinement, à Tunis, où un important dispositif sécuritaire a été déployé, rapportent des médias.

Un confinement de quatre jours a débuté jeudi, jour du 10^e anniversaire de la chute de Zine el Abidine Ben Ali, et les rassemble-

ments comme les déplacements non essentiels sont interdits pour faire face à la recrudescence des cas de Covid-19.

Les blessés de la révolution, à l'initiative de cette marche, réclament «une reconnaissance officielle de la part des autorités», notamment via la publication de la liste définitive des morts et blessés au Journal officiel.

Dans ce contexte, une magistrate, Kalthoum Kannou, ancienne candidate à la

présidentielle en Tunisie, a regretté l'absence de cérémonie officielle et le bouclage de l'avenue Bourguiba.

En 2012, un bilan préliminaire des autorités avait fait état de 338 morts et 2 147 blessés. En octobre 2019, le Comité supérieur des droits de l'Homme a publié sur son site une liste de 129 personnes tuées et 634 blessés.

Moncef G.



Master de Doha de judo

Maigre récolte de l'Afrique avec une seule médaille de bronze

LE JUDO AFRICAÏN s'est contenté d'une seule médaille de bronze au Master de Doha qui a pris fin mercredi après trois jours de compétition, sacrant la France avec un total de sept breloques (5 or, 1 argent, 1 bronze), devant la Corée du Sud (3 or) et le Japon (2 or, 5 argent).

C'est la Tunisie qui a sauvé la participation africaine aux joutes de Doha, qualificatives aux Jeux Olympiques de Tokyo-2020, grâce à l'athlète Nihel Cheikh Rouhou qui a gagné ses deux premiers combats de la catégorie +78 kg, avant de perdre face à la future médaillée d'or, la Française Romane Dicko, en finale de poule.

Aux repêchages, la Tunisienne a remporté ses deux combats devant, respectivement, la Brésilienne Beatriz Souza et la Camerounaise Mballa Atangana, offrant la 1^{re} place à son pays au classement des nations médaillées. Le podium a été complété par Iryna Kindzerska (Azerbaïdjan/argent) et Kayra Sayit (Turquie/bronze).

Dans la même catégorie, l'Algérienne Sonia Asselah a été éliminée dès le 1^{er} tour par la Française Bairo Anne Fatouma.

L'autre satisfaction de la participation africaine au Master de Doha, qui a regroupé le Top 30 de chaque catégorie, est venue de la Camerounaise Mballa Atangana Vanessa (+78 kg), 5^e.

L'Afrique était présente à Doha avec ses meilleurs athlètes, en lice pour une qualification aux Jeux Olympiques nippons. Au total, 26 athlètes africains dont 14 dames ont pris

part au rendez-vous qatari, important au vu des points olympiques qu'il mettait en jeu.

Parmi les pays africains qui ont déçu le plus, l'Égypte qui a vu ses sept judokas engagés chez les messieurs être éliminés dès le premier tour, alors que sa délégation comptait de récents champions et vice-champions d'Afrique. Les cinq judokas algériens présents au Qatar (Amina Belkadi, Sonia Asselah, Kaouther Ouallal, Abderrahmane Benamadi et Fethi Nourine) n'ont pas fait aussi long feu durant le tournoi de Doha, se faisant sortir prématurément dès le premier tour. En plus d'une préparation insignifiante après un arrêt de presque huit mois en raison de la pandémie de Covid-19, les athlètes ont été victimes aussi d'un tirage au sort difficile qui les a placés devant des judokas mieux classés au ranking mondial et nettement plus préparés.

Après le Master de Doha, plusieurs tournois attendent les judokas algériens, du moins ceux susceptibles de se qualifier pour les JO-2020. Des compétitions où il y aura beaucoup de points à engranger et auxquelles ils doivent impérativement prendre part, mais une meilleure préparation est requise pour ne pas passer à côté de la plaque le jour J, selon les observateurs.

Parmi les douze compétitions encore inscrites au calendrier de la Fédération internationale de judo et qualificatives aux JO figurent, entre autres, les Championnats d'Afrique au Maroc (15-18 avril) et les Mondiaux de Hongrie (6-13 juin).

JM Oran-2022

Vers l'exploitation des structures du nouveau complexe sportif de Sig

LE COMITÉ d'organisation des jeux méditerranéens (COJM) Oran-2022 compte exploiter la salle omnisports ainsi que la piscine olympique du nouveau complexe sportif de Sig (Mascara), lors de la 19^e édition de cette manifestation sportive, a-t-on appris, jeudi, auprès dudit comité.

La salle omnisport et la piscine olympique, dont les travaux sont déjà achevés, devraient être utilisées pour accueillir les entraînements des équipes de volley-ball et waterpolo respectivement, a précisé Sofiane Benchechor, responsable de la commission des infrastructures sportives et membre de la commission d'organisation sportive au niveau du COJM.

Outre ces deux équipements, les organisateurs des JM ont déjà retenu le stade du même complexe sportif de la ville de Sig (distante d'environ 30 km d'Oran) pour abriter une partie des rencontres du tournoi de football, rappelle-t-on.

A propos de ce stade, d'une capacité d'accueil de 20 000 places et qui est doté d'une pelouse en gazon naturel, les travaux de sa réalisation tou-

chent à leur fin, a encore souligné le même responsable, dont la commission qu'il dirige a prévu une réunion de travail avec la direction de la jeunesse et des sports de Mascara dans les prochains jours. « Cette réunion va nous permettre d'évaluer l'état d'avancement des travaux au niveau du stade de Sig qui a connu quelques problèmes dernièrement, notamment au niveau de sa pelouse, et trancher aussi sur la question d'intégrer la salle omnisports et la piscine olympique dans la liste des équipements concernés par les JM », a poursuivi l'ancien champion algérien en natation. Quarante-trois (43) sites sportifs ont été retenus jusque-là par le COJM en prévision de l'événement régional prévu dans la capitale de l'Ouest du 25 juin au 5 juillet 2022.

Parmi ces sites, 24 abriteront les compétitions officielles alors que les autres serviront pour la préparation des athlètes des 25 pays attendus pour prendre part à cette manifestation sportive que l'Algérie abrite pour la deuxième fois de son histoire, après avoir accueilli à Alger l'édition de 1975, rappelle-t-on.

Mondial de handball

L'EN revient de loin et bat le Maroc

■ La sélection algérienne de handball a bien entamé le Mondial-2021 en Égypte, en s'imposant jeudi soir sur le fil, face à son homologue marocaine 24-23 (mi-temps : 8-15), en match disputé au Caire.



Les Verts ont remporté le match qu'il fallait

Par Mahfoud M.

P ourtant, les Marocains ont démarré sur les chapeaux de roue, prenant l'avantage dès les premières minutes avec notamment une défense haute qui a fini par étouffer le Sept algérien. La concentration n'a pas été au rendez-vous pour les Algériens, avec trois jets de 7 mètres ratés au début de la rencontre, interceptés par le portier marocain Yassine Idrissi, auteur de plusieurs arrêts et qui s'est même permis le luxe de marquer d'un tir de sa surface.

Un début laborieux pour les «Verts», face à des Marocains plus réalistes et agressifs dans leur jeu. Au terme de la 8^e minute, le Maroc, en infériorité numérique, prenait même le large en

menant 4-1. L'équipe nationale, en manque de lucidité et d'agressivité, a laissé les Marocains prendre l'avantage avant de creuser l'écart pour atteindre 15-8 au terme de la première période. En seconde période, l'Algérie, complètement métamorphosée, a bien réagi en réduisant l'écart à trois buts (17-20) au terme de la 47^e minute de jeu, grâce notamment à l'excellent portier Khalifa Ghedbane, auteur d'arrêts décisifs.

Croyant en leurs chances, les Algériens ont mis le pied sur l'accélérateur et sont revenus à un but d'écart à la 55^e minute, face à une équipe marocaine qui a perdu le contrôle de la partie, avec notamment plusieurs ratages devant les buts.

Les «Verts» ont pu égaliser (23-23) à deux minutes de la fin,

avant de prendre l'avantage pour la première fois de la partie (24-23), à une minute de la fin, grâce à Hicham Daoud.

Cette «remontada» devrait permettre aux Algériens de se qualifier pour le tour principal, dans un groupe F qui comprend également le Portugal et l'Islande qui s'affrontent à 20h30, quelques jours après leur double confrontation dans le cadre des qualifications de l'Euro-2022. Les Verts ont réussi donc le match qu'il ne fallait pas perdre, malgré les appréhensions de certains, surtout avec le manque cruel de préparation pour ce rendez-vous très important, la sélection ayant été touchée de plein fouet par le virus et a dû annuler de nombreux stages dont le dernier fut celui du Bahreïn.

M. M.

Juninho (O Lyon)

«Je suis convaincu que Slimani va réussir chez nous»

JUNINHO, l'ancienne gloire de l'Olympique Lyonnais et actuel directeur sportif du club rhodanien, a expliqué les raisons qui l'ont poussé à opter pour le recrutement du champion d'Afrique algérien, Islam Slimani, durant ce mercato d'hiver.

«On a beaucoup parlé avec Islam depuis le début de saison. J'ai beaucoup d'admiration pour lui, pour son engagement, pour son talent. Il a un état d'esprit formidable. Il a aussi beaucoup d'expérience et notre groupe est jeune. C'est un buteur. Il met beaucoup de buts. Il va aussi peser sur les coups de pied arrêtés», a confié le dirigeant lyonnais.

En plus de sa capacité à marquer et faire marquer, comme il l'a prouvé à l'AS Monaco, Islam Slimani pourra aussi transmettre sa rage de vaincre à ses nouveaux coéquipiers selon Juninho.

Le directeur sportif lyonnais a enchaîné : «Son envie de venir m'a fait plaisir. J'ai tout essayé pour l'avoir en début de saison. Aujourd'hui, il est là et je suis très



content. Il manque un peu de rythme mais il a un bon physique. Il n'aura pas besoin de beaucoup de temps pour être en forme». «Je suis convaincu qu'il va réussir chez nous. Il connaît la Ligue 1, c'est un plus. C'est difficile de jouer en France, il y a beaucoup de combat pour les attaquants. Il parle portugais aussi donc les Brésiliens vont bien aimer aussi (sourire)», a-t-il conclu. De son côté, Slimani s'est dit «fier et heureux de rejoindre un grand club comme l'Olympique Lyonnais». «Lyon joue chaque année les premières places. C'est un club

ambitieux, qui joue régulièrement avec l'objectif de participer à la Ligue des Champions, et j'espère l'aider dans cette perspective», a ajouté le fer de lance des Verts. «Lorsque j'étais jeune, je suis venu dans la région, plus précisément à Givors, pour participer à des tournois avec mon ancienne équipe. Donc, je connais relativement bien la région et le club, sans oublier le fait que mon coéquipier en équipe nationale, Benlamri, m'a dit beaucoup de bien des joueurs et du coach», a-t-il indiqué.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Bordj Bou-Arréridj

Saisie de plus de 1,15 million de dinars en faux billets

UN MONTANT de plus de 1,15 million de dinars en faux billets a été saisi et un réseau criminel constitué de quatre faux-monnayeurs démantelé par la brigade de recherches relevant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Bordj Bou-Arréridj, apprend-on, jeudi, auprès de ce corps constitué. Cette opération a été effectuée sur la base de renseignements indiquant une activité suspecte d'un réseau criminel transfrontalier spécialisé dans la falsification de la monnaie nationale en coupure de 2 000 dinars, a expliqué la même source. L'enquête

diligente et l'élaboration d'un plan d'intervention ont donné lieu à l'arrestation de tous les membres du réseau criminel, constitué en sa majeure partie de repris de justice, âgés entre 25 et 35 ans, a précisé la source, ajoutant que deux véhicules touristiques, cinq téléphones portables et 0,5 g de drogue ont été également saisis. La perquisition des domiciles des suspects a permis la découverte et la saisie des équipements informatiques utilisés dans ce trafic, notamment un ordinateur portable et une imprimante.

L. O.

Algérie/Kenya

Boukadoum reçu à Nairobi par le Président Kenyatta

LE MINISTRE des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a été reçu en audience, hier à Nairobi, par le Président kenyan, Uhuru Kenyatta, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. M. Boukadoum a saisi cette «opportunité pour transmettre au Président kenyan les salutations distinguées et fraternelles du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, réaffirmant sa ferme volonté de renforcer le partenariat entre les deux pays et d'impulser une nouvelle dynamique à la coopération bilatérale», précise le ministère.

Pour sa part, M. Uhuru Kenyatta a rappelé les «profonds liens historiques qui unissent les deux pays et peuples frères, ancrés dans leur lutte pour la décolonisation et l'émancipation, et marqués par la constance des relations privilégiées de solidarité, d'amitié et de soutien mutuel».

Il a exprimé son «désir de rehausser la coopération bilatérale dans ses dimensions politique, sécuritaire, économique et

culturelle». L'audience a également donné lieu à l'examen des questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment celles liées à la «sécurité et au développement en Afrique».

A ce propos, il a été relevé avec «satisfaction, la convergence des vues et positions, fruit de la concertation régulière entre les deux pays». A cet égard, le ministre a salué le «rôle stabilisateur du Kenya dans la région de l'Afrique de l'Est, de même que les espoirs de l'Afrique qu'il incarne en siégeant en qualité de membre non-permanent au Conseil de sécurité». Le Président Kenyatta a «chargé Monsieur le ministre de transmettre à Monsieur le président de la République, son frère Abdelmadjid Tebboune, ses meilleures salutations et ses sincères vœux de santé et de bien-être personnels et davantage de progrès et de prospérité au peuple algérien frère», conclut le ministère.

R. N.

Nos routes de plus en plus meurtrières



Djalou@hotmail.com

Tébessa

Cinq morts et trois blessés dans l'explosion d'une bombe artisanale

■ Cinq citoyens sont décédés et trois autres ont été blessés suite à l'explosion d'une bombe de confection artisanale.

Par Kamel L.

Lors du passage de leur véhicule utilitaire à Oued Khenig-Roum, près de la commune de Telidjane, jeudi dans la wilaya de Tébessa, rapporte un communiqué du ministère de la Défense nationale. «En cette douloureuse circonstance, Monsieur le général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, présente ses sincères condoléances et sa profonde compassion aux familles et aux proches des défunts, priant Allah le Tout-

Puissant de leur accorder Sa sainte miséricorde et les accueillir en Son vaste paradis, en souhaitant prompt rétablissement aux blessés, et appelant les citoyens à plus de vigilance et à éviter les déplacements dans les passages suspects, connus par les habitants de la région», souligne la même source.

Elimination d'un dangereux terroriste et récupération d'armes et de munitions

Un dangereux terroriste a été abattu jeudi après-midi, suite à une embuscade tendue à Oued

Boudekhane, sud-ouest de Guentis, dans la wilaya de Khenchela, par un détachement de l'ANP qui a récupéré également un pistolet mitrailleur, trois chargeurs garnis de munitions, un poste de transmission radio et deux téléphones portables, indique un communiqué du MDN.

Lors de la même embuscade, il a été récupéré un pistolet mitrailleur de type RPK, trois chargeurs garnis de munitions, un poste de transmission radio et deux téléphones portables, note la même source.

K. L.

Tiziouzou/ Acheminement d'eau potable au profit de trois communes

Le ministère des Ressources en eau finance l'acquisition de canalisations et pièces nécessaires

TROIS communes de la wilaya de TiziOuzou viennent de bénéficier d'une opération d'acquisition d'un lot de matériel et de pièces nécessaires à l'acheminement de l'eau potable grâce au financement du ministère des

Ressources en eau. Ce lot de matériel, composé de canalisations de différents diamètres et de pièces (vannes, ventouses, colliers et autres), a été remis avant-hier aux trois communes en question, à savoir Illiten,

Imsouhal et Iferhounene. Le montant de cette opération est de 100 millions, selon les précisions fournies par la cellule de communication de l'Algérienne des eaux de Tizi Ouzou.

Hamid M.

Violation des règles sanitaires et du confinement à Béjaïa

Plus de 2 300 infractions enregistrées le mois passé

«PAS moins de 2 322 infractions liées aux mesures de confinement et du protocole sanitaire ont été enregistrées durant le mois de décembre dernier dans la wilaya de Béjaïa», a indiqué la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué de presse qui nous a été transmis. «Ces infractions ont été enregistrées, précise-t-on, suite au contrôle de 11 311 personnes, qui a donné lieu à la verbalisation de 1 244 personnes et à la poursuite judiciaire pour violation des règles de confinement partielle». Au cours de la même période, 7 737 véhicules ont été contrôlés,

dont 130 ont été mis en fourrière. Dans le même sillage, 570 infractions ont été relevées pour non-port de masque de protection faciale, 5 infractions pour non-respect de la distanciation physique, 6 concernent le transport dont 4 liées au transport collectif, 3 pour transport sans autorisation, 18 dans le transport collectif et 2 dans le transport urbain. En outre, 1 089 magasins commerciaux ont été contrôlés, donnant lieu à 357 infractions qui ont conduit à la rédaction de 192 mises en demeure et l'exécution de 92 fermetures de magasins, en plus de 25 poursuites judiciaires.

Enfin, en ce qui concerne les campagnes de sensibilisation anti Covid-19, 833 opérations ont porté sur la nécessité de porter le masque de protection et des opérations de désinfection de lieux publics ont été menées durant le même mois. Par ailleurs, dans le cadre de la protection du consommateur, une descente policière a été effectuée dans un abattoir illégal composé de trois salles, sis au boulevard de la Soummam, près de la voie ferrée. La police de l'urbanisme et de protection de l'environnement, des éléments de la 2^e sûreté urbaine, deux vétérinaires de la

Direction des services agricoles (DSA) et un autre vétérinaire des services de l'APC ont procédé à la saisie de 290 kilos de volaille impropre à la consommation, abattue dans de mauvaises conditions d'hygiène. Quatre individus âgés entre 26 et 36 ans ont été arrêtés. «Le matériel d'abattage utilisé par les individus a été saisi et la volaille a été transférée à la fourrière communale et détruite avec l'utilisation de la chaux», souligne la même source. Des procédures judiciaires ont été engagées à l'encontre de deux mis en cause. De plus, 86 kg de viande de poulet impropre

à la consommation ont été saisis jeudi dernier par les éléments de la police de l'urbanisme et de protection de l'environnement. La saisie a eu lieu au cours d'une opération de contrôle ayant ciblé les boucheries et les volaillers de la ville de Béjaïa, menée par la PUP en compagnie des services de lutte contre la répression des fraudes de la DCP et des vétérinaires de la Direction des services agricoles (DSA). Une enquête a été ouverte et le poulet avarié a été saisi et détruit au niveau de la décharge communale.

H. Cherfa